

## Réponses Allaux, Capdevielle, Maitia :

(Voir le questionnaire détaillé, avec l'explication et la contextualisation de chaque question, sur le site de Bizi : [www.bizimugi.eu](http://www.bizimugi.eu))

1) De quel objectif de limitation de la température moyenne à la surface de la terre par rapport à la période pré-industrielle (1850) êtes-vous partisan à l'horizon 2100 (en degrés celsius) ?

2) Pour contribuer à atteindre cet objectif, quels objectifs de limitation des émissions de gaz à effet de serre la France devrait-elle se fixer, et défendre pour l'Union Européenne (par rapport à l'année 1990) :

**Sylvianne Allaux** : En tant qu'élue du Conseil Régional j'ai soutenu les engagements pris par l'exécutif dont je fais partie concernant les questions environnementales, permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Il s'agit là d'un enjeu fort pour notre planète, notre avenir et celui de nos enfants. Mais il faut effectivement aller plus loin.

**Colette Capdevielle** : Les scientifiques, au plus haut niveau, donnent des probabilités, ils ne sont manifestement pas d'accord entre eux.

Le réchauffement climatique est une réalité constatée, en l'état actuel de la science nous savons qu'il y a urgence mais les experts ne sont pas d'accord sur les délais, les dates, il nous est donc très difficile, en l'état actuel, d'être péremptoire sauf à dire qu'il faut considérer ce point comme essentiel dans toutes les politiques publiques et qu'il y a donc urgence

**François Maitia** : pas de réponse

3) Êtes-vous favorable à l'instauration d'une telle Contribution Climat Energie à l'échelle de la France ?

**Sylviane Allaux** : A ce titre, je soutiendrai chacune des initiatives qui iront dans le sens d'une limitation d'émission de gaz à effet de serre.

La Contribution Climat Energie peut être une solution et je ne suis pas défavorable à un débat qui entourerait son instauration. Par ailleurs, je pense qu'il est également nécessaire d'adopter une politique qui permette d'accompagner une transition dans les pratiques industrielles notamment. Inciter les acteurs économiques à limiter cette émission de gaz dans leurs pratiques en leur apportant des solutions alternatives en matière d'énergie me paraît également relever d'une solution intelligente.

**Colette Capdevielle** : OUI , nous sommes très favorables à une éco-fiscalité graduée et juste. Celui qui produit le plus, et pollue le plus doit payer le plus

**François Maitia** : Autre position : Instauration d'une contribution climat énergie aux frontières de l'Europe.

#### 4) Êtes-vous favorable à l'adoption d'une telle loi de sortie progressive et complète du nucléaire ?

**Sylviane Allaux :** Pour ce qui concerne la sortie du nucléaire. Je m'inscris dans les objectifs de François Hollande de réduire la part d'électricité de source nucléaire de 75% aujourd'hui à un peu plus de 50% en 2025. Cela pour plusieurs raisons :

- D'une part, nous avons de vieilles centrales nucléaires en France et des travaux considérables devront être faits (Confirmation de l'Autorité de Sûreté Nucléaire).
- D'autre part, il nous faut susciter l'augmentation progressive de l'usage des énergies renouvelables. Sur cette question beaucoup de temps a déjà été perdu
- Enfin, Il nous faut stimuler les économies d'énergie.

Nous devons être moins dépendants du nucléaire et du pétrole, c'est évident. Cependant, cela se prépare.

**Colette Capdevielle :** Nous pensons qu'il faut une sortie progressive , un agenda réaliste et réalisable . Il faut cibler tous nos efforts sur les politiques visant à développer les énergies renouvelables.

Nous proposerons un comité qui liste les priorités par rapport à la fermeture des centrales nucléaires. Il faut aussi prendre en compte le coût du démantèlement et la façon dont ces démantèlements se feront.

**François Maitia :** Autre position : Proposition d'une loi de diminution de la part du nucléaire dans la production d'électricité.

#### 5) Seriez-vous prêt-e à interpellier le gouvernement espagnol qui veut prolonger jusqu'en 2019 la centrale de Garoña malgré son caractère obsolète et de nombreux incidents ?

**Sylviane Allaux :** Je serais prête, si les électeurs me désignent comme leur députée à attirer l'attention de l'Assemblée Nationale, du Gouvernement ainsi que de la Commission Européenne concernant la centrale de Garoña.

**Colette CAPDEVIELLE :** OUI bien sûr mais c'est surtout le rôle du gouvernement.

**François Maitia :** pas de réponse

#### 6) Appuiez-vous l'élaboration d'un Plan Climat-Energie Territorial à l'échelle du Pays Basque nord ?

**Sylviane Allaux :** J'appuierai l'élaboration d'un Plan Climat-Energie Territoriale à l'échelle du Pays-Basque Nord

**Colette Capdevielle :** OUI mais il faut réfléchir à élargir ce périmètre pour une échelle plus efficace. Si l'on veut avoir une vision globale la Région nous semble l'espace le plus approprié et

le plus pertinent car il faut prendre en compte TOUS les transports, fer, mer etc ... Cela tient aussi à notre situation géographique .

**François Maitia** : Oui

Remarques :Le conseil des élus du Pays Basque a lancé une démarche de PCET en janvier 2009.

## 7) Appuiez-vous la mise en place d'un Observatoire de la Transition Energétique ?

**Sylviane Allaux** : J'appuierai la mise en place d'un Observatoire de la Transition Energétique

**Colette Capdevielle** : OUI avec les mêmes explications. Les trafics transfrontaliers viennent de différentes destinations : fer, route, mer, air... cet observatoire est pertinent au niveau de la Région

**François Maitia** : oui

## 8) Êtes-vous favorable à l'instauration d'une obligation de rénovation pour le parc de bâtiments existants afin d'atteindre un seuil de 80 kWh/m<sup>2</sup>/an pour les bâtiments à usage d'habitation (modulé selon la zone climatique et l'altitude) et de réduire la consommation en énergie primaire du parc tertiaire public et privé de 40% par rapport à la consommation de référence d'ici à 2020 en rénovant en priorité les bâtiments les plus consommateurs ?

**Sylviane Allaux** : Il est à noter que, bien souvent malheureusement, les ménages les plus en difficulté ont à vivre dans des logements vétustes, parfois mal isolés. Ce qui oblige à une consommation d'énergie plus grande. Se pose, ici, d'ailleurs une question sociale dans l'usage des énergies. Il nous faut réinstaurer une justice dans la consommation énergétique.

C'est la raison pour laquelle, mon action aura, constamment, pour objectif de réduire les injustices existantes en matière de consommation d'énergie et cela passe évidemment par un travail commun avec les acteurs concernés par le logement. Rénover autant que possible le nombre de logements vétustes aura pour effet de réduire la consommation en énergie primaire.

Je suis donc favorable au renforcement des dispositifs existants en matière de logement social.

**Colette Capdevielle** : OUI Proposition n° 43 de François Hollande à savoir un vaste plan qui permettra à 1 million de logements par an de bénéficier d'une isolation thermique de qualité. Le plus important reste vraiment l'isolation, chaque fois que cela est possible et réalisable techniquement, le seuil de 80 KW est raisonnable. Rendre cela obligatoire est compliqué et difficile à mettre en œuvre.

Il faut donc des politiques très incitatives et prioriser sachant que dans certains cas quand les bâtiments sont trop anciens il vaut mieux reconstruire du neuf .

**François Maitia** : pas de réponse

## 9) Êtes-vous favorable au renforcement des dispositifs existants au niveau du logement social ?

**Sylvianne Allaux** : voir réponse précédente

**Colette Capdevielle** : OUI cf Proposition 22 de François Hollande

**François Maitia** : oui

## 10) Êtes-vous favorable à l'adoption d'un schéma national d'infrastructures de transport sobre en carbone et en énergie reposant sur :

- a. L'abandon des projets routiers/autoroutiers et aéroportuaires.
- b. La création d'un réseau national Intercités s'appuyant, en priorité, sur le réseau existant.
- c. Le sauvetage et le développement du fret ferroviaire
- d. Le développement du transport par voie fluviale..
- e. Une politique volontariste favorisant l'intermodalité dans le transport de personnes.

**Sylvianne Allaux** : Je suis favorable à une réflexion nationale autour de l'adoption d'un schéma d'infrastructures de transport sobre en carbone et en énergie ainsi que sur la création d'outils financiers cohérents qui doivent pouvoir accompagner ce schéma. Cela doit pouvoir se faire dans le cadre de concertations avec l'ensemble des acteurs concernés.

**Colette Capdevielle** : OUI mais nous souhaitons rappeler que l'élargissement à 2 fois 3 voies de l'autoroute A 63 a des conséquences catastrophiques et qu'il y a eu bien peu d'oppositions lors de l'enquête publique... Nous sommes favorables à une étoile ferroviaire autour de Bayonne , à un réseau inter-cités à cadencement régulier et soutenu et bien entendu au développement et au soutien du fret ferroviaire et maritime .

**François Maitia** : Remarques : Le Schéma National des Infrastructures de Transport sera en effet à l'ordre du jour des travaux de la prochaine Assemblée Nationale, une fois celle-ci constituée.

*François Hollande s'est engagé à relancer la politique des transports pour lutter contre la fracture territoriale. La priorité doit être donnée aux transports du quotidien.*

Il faut tout d'abord rénover le réseau ferroviaire existant – les réseaux fluvial et routier doivent d'ailleurs l'être également, car ils se sont fortement dégradés ces dernières années. Concentrer les politiques et les investissements publics sur ces transports du quotidien est la clé de la réussite de toute politique de report modal. Cela passera par le lancement d'un troisième appel à projets de transports en commun en site propre (TCSP) pour atteindre l'objectif de 1500 km de TCSP à l'horizon 2020. Cet appel à projets devra tout particulièrement mettre l'accent sur la desserte des quartiers sensibles vers les bassins d'emplois et les services publics, afin d'accroître l'employabilité des populations les plus frappées par le chômage et de renforcer la solidarité territoriale. Il pourra être élargi à l'ensemble des outils de la mobilité durable et encouragera l'inscription des projets dans une stratégie globale de déplacements et d'aménagement durables. Cette initiative est d'autant plus nécessaire qu'elle participera au soutien de la croissance, en générant de l'activité pour les filières de l'industrie ferroviaire et des travaux publics et en créant des emplois non-délocalisables.

## 11) Êtes-vous partisan de la mise en place de moyens financiers adéquats et cohérents pour asseoir une politique de transport sobre en carbone et en énergie ?

**Sylviane Allaux** : Je suis favorable à une réflexion nationale autour de l'adoption d'un schéma d'infrastructures de transport sobre en carbone et en énergie ainsi que sur la création d'outils financiers cohérents qui doivent pouvoir accompagner ce schéma. Cela doit pouvoir se faire dans le cadre de concertations avec l'ensemble des acteurs concernés.

**Colette Capdevielle** : OUI mais attention aux leviers de l'éco-fiscalité. Il ne faut pas qu'une charge supplémentaire accable les toutes petites entreprises. Ici encore rester équitable est très important

**François Maitia** : Autre position : Le versement transport ne suffit plus à financer les investissements et l'exploitation des réseaux de transports. Qui plus est, les Régions n'en bénéficient pas. François Hollande entend doter ces dernières d'une ressource dédiée aux transports régionaux. Le financement des transports publics devra également passer par la fiscalité écologique. Il mettra en place le principe de pollueur-payeur afin de favoriser le transfert modal en faveur des transports ayant un meilleur rendement énergétique. À ce titre, la taxe poids lourds et la directive « Eurovignette III » vont dans le bon sens.

## 12) Êtes-vous opposé-e à la création de la voie nouvelle LGV Bordeaux-Hendaye, et partisan de l'emploi d'une partie des fonds qui lui étaient destinés au développement des alternatives de proximité au tout routier (trains de proximité, bus, vélo, intermodalité...) ?

**Sylviane Allaux** : Concernant la LGV, je suis pour mettre en place les outils d'un désenclavement de notre territoire. Mais en tant qu'élue j'aurais à cœur de donner la parole à la population. C'est la raison pour laquelle je suis favorable à une consultation concernant le projet de LGV. Plus globalement, je serais également favorable à une réflexion autour d'un schéma d'infrastructures de transport sur le Pays-Basque.

**Colette Capdevielle** : NON cf nos réponses à la question 10 . Nous ne pourrons développer le fret ferroviaire et les déplacements inter-cités sur les voies existantes lesquelles se trouvent , qui plus est , dans des zones très urbanisées. Il y a un débat sur la saturation des lignes, à 20 / 30 ans. Le réseau existant doit être sécurisé pour favoriser les déplacements courts. La LGV devra respecter l'environnement et à terme deviendra nécessaire, le transport par train étant le plus protecteur et le plus sécurisant

**François Maitia** : non

### 13) Êtes-vous partisan de la création d'une Autorité Organisatrice des Transports unique en Pays Basque nord ?

**Sylviane Allaux** : pas de réponse

**Colette Capdevielle** : OUI et réfléchir à l'adapter au S.C.O.T. , pour faire le lien entre les transports, le bassin de vie et le logement.

**François Maitia** : Remarques : A intégrer dans la réflexion sur la future entité juridique "Pays Basque"

### 14) Êtes-vous favorable à la mise en place d'un plan de reconversion pour accompagner ceux qui souhaitent passer de systèmes intensifs et industriels vers l'agriculture paysanne ou biologique ?

**Sylviane Allaux** : *J'ai toujours défendu le développement d'une agriculture paysanne et durable. En tant qu'élue régionale j'ai soutenu et voté l'ensemble des règlements d'interventions incitant à une agriculture respectueuse de l'environnement.*

Je crois au développement de circuits-courts, je défends la vente directe de produits fermiers et pense que nous trouverons là un moyen d'augmenter le revenu de nos agriculteurs.

Mais il faut également pouvoir aider nos paysans à développer sur leur exploitation une autonomie énergétique car des alternatives naturelles existent (et sont moins coûteuses).

*De la même façon, je reste persuadée que nous devons aller vers de nouvelles pratiques vétérinaires pour ce qui concerne les élevages (ovins, bovins...etc) : changer les pratiques d'élevages, aller vers plus de prévention, utiliser des moyens homéopathiques...Des expérimentations existent, au pays-basque et ailleurs et nous devons regarder, cela de très près. Car cela pourrait relever d'une solution d'avenir en matière de soin aux animaux.*

**Colette Capdevielle** : c'est une idée séduisante,réaliste et réalisable si tous les partenaires concernés acceptent cette évolution indispensable.

**François Maitia** : oui

### 15) Êtes-vous favorable à une politique de maîtrise des émissions de N2O en diminuant l'utilisation d'engrais azotés ?

**Sylviane Allaux** : pas de réponse

**Colette Capdevielle** : oui

**François Maitia** : oui

**16) Êtes-vous favorable à la reconnaissance officielle par l'Etat d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara,** qui promeut l'agriculture paysanne et durable en Pays Basque nord, et le versement de la quote-part lui revenant des financements publics et de la fiscalité allant actuellement en totalité à la Chambre d'Agriculture de Pau ?

**Sylviane Allaux :** Je soutiens l'actions d'EHLG et ce, depuis sa création.

**Colette Capdevielle :** OUI

**François Maitia :** Oui Remarques : Je suis favorable à ce qu'il y ait une Chambre d'agriculture au Pays Basque. Avec des élections. Et un siège au Pays Basque. Mais cela passe par une modification de la législation : à intégrer dans la réflexion sur la future entité juridique "Pays Basque". Il s'agit d'un travail de parlementaire.

Ce qui compte surtout, c'est qu'EHLG puisse travailler. J'ai témoigné à son procès en première instance et en appel. J'apporte mon soutien global à l'agriculture paysanne et durable».

## **VII) Une lutte planifiée contre l'étalement urbain :**

**17) Êtes-vous partisan de transférer la compétence de l'élaboration du PLU à l'intercommunalité,** dans un premier temps en incitant financièrement les communes à transférer cette compétence à l'intercommunalité via, par exemple, un « bonus » dans les dotations globales de financement avant de rendre ce transfert obligatoire d'ici 3 à 5 ans ?

**Sylviane Allaux :** pas de réponse

**Colette Capdevielle :** OUI et cela est d'ailleurs aujourd'hui devenu une nécessité , il faut se doter de règles de conduites draconiennes mais justes et il n'est pas question qu'une commune ne vienne s'exonérer de la construction de logements sociaux ( cela peut en effet être le risque !) cf aussi la pertinence du SCOT

**François Maitia :** Oui par accord volontaire des communes

**18) Êtes-vous partisan d'intégrer une véritable stratégie foncière dans le rapport de présentation du PLU ?**

**Sylviane Allaux :** pas de réponse

**Colette Capdevielle :** OUI

**François Maitia :** oui

**19) Plusieurs outils légaux et fiscaux existent pour favoriser la mise en place de cette stratégie foncière, souhaitez-vous les renforcer, notamment à travers la mise en place des PPEANP (Périmètre de protection des espaces agricoles et naturels**

## periurbains) et du renforcement de la CDCEA ?

**Sylviane Allaux** : pas de réponse

**Colette Capdevielle** : oui

**François Maitia** : oui

## VIII) Revenir à la retraite à 60 ans et diminuer la durée du travail :

Si vous êtes élu-e en juin 2012 :

### 20) Appuieriez-vous le retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans ?

**Sylviane Allaux** : Je soutiens l'un des 60 engagements de François Hollande en matière de retraite. Ainsi, nous ferons en sorte que ceux qui ont 60 ans retrouvent le droit de partir à la retraite à taux plein à cet âge-là. Et ce principe sera mise en œuvre immédiatement.

**Colette Capdevielle** : OUI , cf proposition François Hollande et le futur décret qui va permettre aux salariés ayant cotisé et commencé tôt de partir à 60 ans.

**François Maitia** : Oui

Remarques : La conférence sociale, le 14 juillet prochain, étudiera cette question. François Hollande s'est engagé à négocier une nouvelle réforme des retraites, en faisant en sorte que ceux qui ont 60 ans et qui auront cotisé la totalité de leurs annuités retrouvent le droit de partir à la retraite à taux plein à cet âge-là.....

### 21) Défendrez-vous de nouvelles avancées vers la réduction du temps de travail hebdomadaire et annuel ?

**Sylviane Allaux** : Le gouvernement de Lionel Jospin a mis en place les 35 heures. Et j'ai soutenu son action.

**Colette Capdevielle** : la réduction du temps de travail a été portée par la gauche, c'est un progrès social et un principe de partage. Aujourd'hui nous sommes très loin du plein emploi et le CDI n'est plus le contrat de base et de référence en droit social . Le Code du Travail a été quasiment détruit ces dernières années, le CDD à temps partiel devenant le contrat le plus fréquemment utilisé. La priorité doit , à notre avis être donnée à la lutte contre la précarité, à la protection du contrat de travail et du salarié , au retour au CDI, plus protecteur. La priorité est loin, avec l'augmentation du SMIC et des salaires. Lutter aussi contre les inégalités de salaires entre les femmes et les hommes est une priorité.

**François Maitia** : pas de réponse

## 22) Êtes-vous favorable à une loi contre l'obsolescence programmée des objets ?

**Sylviane Allaux** : pas de réponse

**Colette Capdevielle**: OUI très bonne idée, cela pourrait être une norme AFNOR, qui fixe la durée de vie, cela informerait le consommateur. Pour la publicité nous sommes favorables à une harmonisation inter-communale , c'est indispensable car aujourd'hui les réglementations sont différentes en fonctions des villes.

**François Maitia** : oui

## X) Une nouvelle et nécessaire politique des déchets

### 23) Êtes-vous partisan de légiférer de façon contraignante sur la réduction des déchets à la source (lutte contre le suremballage, développement du principe d'emballage consigné, interdiction stricte des sacs plastiques, mesures contre l'obsolescence programmée...)?

**Sylviane Allaux** : Je soutiens évidemment la mise en place de dispositions incitant au recyclage des déchets. Depuis quelques années, une disposition européenne incite au recyclage des D3E (Déchets Electriques et Electroniques). Mais nous devons aller plus loin aujourd'hui.

**Colette Capdevielle** : OUI très bonne idée, cela pourrait être une norme AFNOR, qui fixe la durée de vie, cela informerait le consommateur . Pour la publicité nous sommes favorables à une harmonisation inter-communale , c'est indispensable car aujourd'hui les réglementations sont différentes en fonctions des villes.

**François Maitia** : oui

### 24) Êtes-vous favorable à la mise en place d'une redevance incitative afin d'encourager les comportements vertueux, de favoriser le réemploi, la réparation, le recyclage et le compostage ?

**Sylviane Allaux** : pas de réponse

**Colette Capdevielle** : OUI cela est juste et démocratique ; nous passerions ainsi d'une Taxe d'ordures ménagères à une R.O.M Redevance Ordures Ménagères sur la quantité réelle de déchets jetés . Cela fonctionne dans de nombreux pays. Nos jeunes sont déjà très sensibilisés et le travail pédagogique , l'éducation sont à privilégier pour une réelle prise de conscience.

**François Maitia** : oui

**25) Êtes-vous favorable à la mise en place généralisée de systèmes de collecte sélective "porte à porte" des déchets (plastique, verres, papiers, organiques etc. collectés séparément) ?**

**Colette Capdevielle** : OUI et il faut intégrer cela dans tous les programmes immobiliers, les collectivités devant donner l'exemple. Merci de nous avoir donné l'occasion de nous interroger et pardon de nos réponses sous cette forme. Nous souhaiterions continuer à réfléchir et travailler avec vous dans le futur.

**François Maitia** : oui